



« Chaque semaine est un défi et cela le restera jusqu'au bout de mon mandat, ce qui, comme par le passé, laisse peu de temps pour penser à l'après », a assuré la chancelière, jeudi, à l'occasion de sa conférence de presse estivale traditionnelle. Photo H. Hanschke/Pool/Reuters

Angela Merkel, clap de fin estival en forme de bilan

ALLEMAGNE

La chancelière donnait jeudi sa dernière conférence de presse d'été avant les élections fédérales du 26 septembre.

Ninon Renaud
@NinonRenaud
—Correspondante à Berlin

Le temps des bilans n'est pas encore venu pour Angela Merkel : avec les inondations récentes, les infections au coronavirus qui remontent en flèche outre-Rhin et les négociations à venir sur le paquet climat « fit for 55 » à la rentrée, il y a encore bien trop à faire pour penser à sa retraite. « Chaque semaine est un défi et cela le restera jusqu'au bout de mon mandat, ce qui, comme par le passé, laisse peu de temps pour penser à l'après », a assuré la chancelière jeudi, à l'occasion de sa conférence de presse estivale traditionnelle.

Un exercice dont elle ne se lasse pas, après seize ans d'un règne qui se prolongera d'ailleurs au-delà de la fin septembre, jusqu'à ce qu'une nouvelle coalition gouvernementale soit formée. « C'est excitant, je ne sais jamais ce que vous allez me demander, c'est toujours une surprise, c'est aussi un plaisir ! », a-t-elle déclaré, son regard bleu pétillant rehaussé par une veste de couleur identique. Malgré elle, cet ultime clap de fin estival avec la presse berlinoise avant les prochaines élections fédérales le 26 septembre, l'a cependant obligée à défendre son bilan.

L'art du compromis pour méthode

Sa principale satisfaction est que, malgré quatre crises majeures (crise financière, de l'euro, des migrants et du coronavirus), « nous soyons passés de cinq millions de chômeurs en 2005 à moins de trois millions ». Malgré le défi que représentent la numérisation et l'accélération des progrès technologiques, « nous sommes un pays fort », s'est-elle félicitée.

Angela Merkel défend aussi son engagement continu en faveur du

climat, depuis les accords de Kyoto fin 1997. « Beaucoup de choses se sont passées », a-t-elle assuré en rappelant que les énergies renouvelables ne représentaient il y a seize ans que 10 % de l'approvisionnement énergétique du pays, contre plus de 40 % aujourd'hui. Les émissions de CO₂ ont été aussi réduites de 20 % entre 2010 et 2020.

« Nous sommes un pays fort. »

ANGELA MERKEL
Chancelière allemande

« Par rapport à l'objectif d'une hausse [des températures] inférieure à 2 degrés, ou aussi proche que possible de 1,5 degré, les progrès sont insuffisants, a-t-elle cependant reconnu. Mon bagage scientifique me permet de voir que les conditions objectives exigent d'aller plus vite ». Comme sur la grande majorité des dossiers, elle souligne que l'Allemagne ne saurait néanmoins changer seule la donne. Face aux réticences de ses propres

concitoyens mais aussi de nombre de pays, « j'ai mobilisé beaucoup, beaucoup d'énergie dans ma vie politique pour trouver des majorités afin que nous puissions au moins aller dans la bonne direction. Cela a façonné tout mon travail politique », rappelle ce pilier du multilatéralisme. Cette recherche du dialogue et du compromis qui fait sa pâte, Angela Merkel y voit « l'élément constitutif de toute démocratie », une garantie de la cohésion sociale et internationale.

« Une bonne avancée »

Même si « des différences de vue persistent », l'accord finalisé mercredi avec les Etats-Unis sur le gazoduc Nord Stream 2 en est un bon exemple : « C'est une bonne avancée, qui a exigé une volonté de compromis de la part des deux parties », a précisé Angela Merkel. Alors que l'Ukraine craint de faire les frais de ce pipeline la contournant par la mer Baltique, Moscou « m'a dit qu'il ne voulait pas utiliser l'énergie comme une arme », a-t-elle ajouté. Elle a aussi rappelé que des sanctions sont possibles si la Russie ne respectait pas sa parole. ■

France-Maroc : nouvelle crise diplomatique pour Rabat en Europe

BILATÉRAL

Après l'Allemagne et l'Espagne, c'est maintenant la France qui traverse une crise avec le Maroc à la suite des révélations de la presse sur la surveillance de dirigeants politiques français.

Virginie Robert
@virginierob
—Correspondante à Paris

L'embarras est palpable. Surtout ne pas envenimer le scandale suscité par les révélations Pegasus et le possible espionnage par le Maroc des plus hauts personnages de l'Etat français. L'indignation de certains élus a conduit Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères à déclarer mercredi devant le Sénat que « les faits qui sont rapportés, s'ils sont avérés, sont d'une extrême gravité. La France a ordonné des investi-

gations sur leur matérialité. » Le Maroc, lui, a décidé d'attaquer en diffamation Amnesty et Forbiden Stories devant le tribunal correctionnel de Paris, a annoncé jeudi son avocat Olivier Baratelli. La première audience a été fixée au 8 octobre, mais le procès ne devrait pas avoir lieu avant deux ans.

Des liens personnels

Ce nouvel épisode risque de miner les relations entre les deux capitales qui, si elles sont solides à bien des égards, sont un peu plus méfiantes. « Il y a une inquiétude des Marocains envers une partie de l'élite française suspectée de bienveillance vis à vis des frères musulmans et de l'Islam politique et de ceux jugés trop proches des milieux algériens », observe Pierre Razoux, de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques. « L'espionnage politique et militaire existe depuis toujours », tempère Frédéric Encel, professeur à Sciences Po, qui estime que les choses finiront par s'apaiser.

Car la coopération bilatérale entre Paris et Rabat se nourrit depuis toujours de liens personnels avec une partie de l'élite politique française, mais aussi de rapports économiques et sécuritaires forts. « Les liens entre services de renseignements sont forts en particulier dans la lutte contre le djihadisme au Sahel », observe Frédéric Encel.

Le zénith de la relation a sans doute été atteint durant la présidence de Jacques Chirac. Il a connu un point bas sous la présidence de Hollande avec la convocation du patron de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST) par une juge à la suite d'une plainte d'anciens prisonniers affirmant avoir été torturés dans les geôles chérifiennes. Ce dernier, Abdellatif Hammouchi, a depuis été élevé au grade d'officier de la légion d'honneur.

Ces derniers mois, le Maroc n'a pas fait l'économie de crises bilatérales avec l'Allemagne et l'Espagne, rappelle Dorothee Schmid, de l'Ifrri. A Berlin, il a reproché au gouverne-

ment en mars de ne pas reconnaître le Sahara occidental et lui en a voulu de ne pas l'avoir invité à une conférence sur la Libye en 2020. Vis à vis de Madrid, Rabat a critiqué en avril l'hospitalisation de Brahim Ghali, le secrétaire général du Front Polisario, le mouvement indépendantiste sahraoui. Avant de relâcher ses contrôles frontaliers laissant passer 10.000 migrants dans l'enclave de Ceuta.

Les Etats-Unis partenaires majeurs pour le Maroc

« La reconnaissance du Sahara Occidental par l'administration Trump a déséquilibré les relations du Maroc avec l'extérieur », observe Dorothee Schmid. Le rapprochement avec les Etats-Unis s'est confirmé au fil des années. Depuis 2010, le Maroc a diversifié l'origine d'armement lourd, en particulier des bombardiers, rappelle Frédéric Encel. Avec le Canada et le Brésil, les Etats-Unis sont devenus les premiers clients du Maroc pour son phosphate utilisé dans la fabrication d'engrais. ■

A Tokyo, un Français en grève de la faim pour revoir ses enfants kidnappés

ASIE

Vincent Fichot n'a plus revu ses enfants depuis qu'ils ont été enlevés en août 2018 par son épouse japonaise.

Après avoir multiplié les recours juridiques dans l'archipel et les démarches à l'international, il a lancé une action radicale.

Yann Rousseau
@yannsan
—Correspondant à Tokyo

Trois ans après l'enlèvement, la maison empest l'absence. Pas de décoration. Ni de lustre. Trois meubles. Sur une commode à l'entrée, une seule photo des jours heureux datant de juillet 2018. Vincent Fichot et ses deux enfants. Tsubasa, 3 ans à l'époque, et Kaede, 11 mois, jouant dans une piscine dans le sud de la France.

Un mois avant que leur mère japonaise ne les emporte, le 10 août 2018. Ce jour-là, alors que son mari est au travail dans la salle de marchés de la grande banque d'affaires nipponne Nomura, elle a fait venir, en secret, des déménagiers dans leur belle résidence du sud de Tokyo. Ils ont tout emporté. Ou presque. Il lui reste des habits oubliés dans le tambour de la machine à laver. Une petite robe à fleurs. Un short kaki. Il les replie délicatement.

Pas de garde partagée

Depuis cette date, Vincent Fichot n'a jamais revu ses deux enfants. Il a tenté, trois fois, de porter plainte pour enlèvement. La police a refusé de prendre la moindre main courante. « C'est un problème privé », lui a-t-on rétorqué. Par contre, s'il tente de s'approcher des enfants, il risque, lui, une arrestation. Les premières semaines, il fait donc un long détour pour ne pas passer devant la maternelle, où le personnel le guettait.

Quelques mois plus tard, les tribunaux tranchent. Sa femme, qui n'a jamais porté plainte contre lui mais l'a accusé, dans la procédure, de harcèlement moral, a gagné la garde exclusive de Tsubasa et Kaede. Une décision classique au Japon, où la garde partagée n'existe pas et où les juges ultra-conservateurs confient les enfants au parent qui les a « enlevés » au nom du « principe de continuité ». « L'idée que les deux parents devraient être impliqués dans la vie des enfants ne fait pas consensus au Japon », résume une avocate, spécialisée dans les affaires familiales. « Les tribunaux ont aussi l'impression de répondre ainsi aux risques de violence conjugale. »

Chaque année, ils sont des milliers de parents, père comme mère, à se faire piéger. « Nous ne sommes même pas divorcés. J'ai toujours l'autorité parentale mais je ne peux même pas apercevoir mes enfants », s'émeut aujourd'hui l'ancien trader. « Ils sont ressortissants français mais l'ambassade de France n'a, elle, jamais pu s'assurer de leur bonne santé. Le Japon est en violation complète avec plusieurs traités internationaux

protégeant théoriquement les droits de mes enfants. »

Après avoir multiplié les démarches devant les instances locales, le Parlement européen et même l'ONU, il a quitté son emploi et opté pour une grève de la faim radicale. « J'ai tout perdu. Il me reste 80 kilos. Et je vais user de chaque gramme pour retrouver Tsubasa et Kaede », prévenait-il, le 10 juillet, au début de son action, en extérieur, devant la gare qui dessert le nouveau stade olympique de Tokyo. Treize jours plus tard, par 36 degrés à l'ombre, il a déjà abandonné 7.000 grammes dans son combat. Les joues creuses, il se lève moins de son petit tapis de camping pour éviter les vertiges. Les crampes sont maintenant permanentes dans les cuisses. Les maux d'estomac. Les rêves obsédants de nourriture. Mais il tient. Les jours qui viennent seront décisifs.

Vincent Fichot compte sur une intervention d'Emmanuel Macron, qui arrive vendredi à Tokyo pour l'ouverture des Jeux Olympiques.

Emmanuel Macron sera, vendredi soir, à quelques centaines de mètres de son campement pour assister à la cérémonie des Jeux Olympiques de Tokyo. S'approchera-t-il ? En 2019, lors de son précédent déplacement à Tokyo, il avait rencontré Vincent Fichot et promis son aide. Il avait même évoqué le dossier avec le Premier ministre de l'époque, qui avait botté en touche. « La justice est indépendante », avait argué Shinzo Abe.

Aujourd'hui, la pression monte sur son successeur Yoshihide Suga. Emmanuel Macron a promis de revenir à la charge. « La situation de Vincent Fichot est prise en compte directement par le président de la République », assure l'Elysée, qui rappelle que la France porte toujours assistance à ses ressortissants plongés dans des « situations tragiques ». Paris peut pointer le non-respect des traités internationaux, qui engage Tokyo, et encourager poliment, sans ingérence, un débat sociétal sur la gestion des différents parentaux et l'équilibre des enfants. Une médiation privée avec l'avocate de la mère, qui refuse toute interview, est toujours possible.

Victime de ces enlèvements

Le combat du Français a réveillé une petite partie de l'opinion publique nipponne. Chaque jour, des dizaines de Japonais, souvent victimes de ces enlèvements, passent lui donner de l'eau fraîche et lui raconter leurs drames, les larmes aux yeux. Une poignée de députés, de droite comme de gauche, ont aussi osé le pèlerinage, conscients de l'archaïsme d'une partie de leur droit. Prudemment, quelques grands médias commentent à aborder l'épineux sujet. A chaque fin d'interview, la même question. « Mais vous arrêtez quand votre grève de la faim ? ». « Quand j'aurai retrouvé mes enfants. » ■